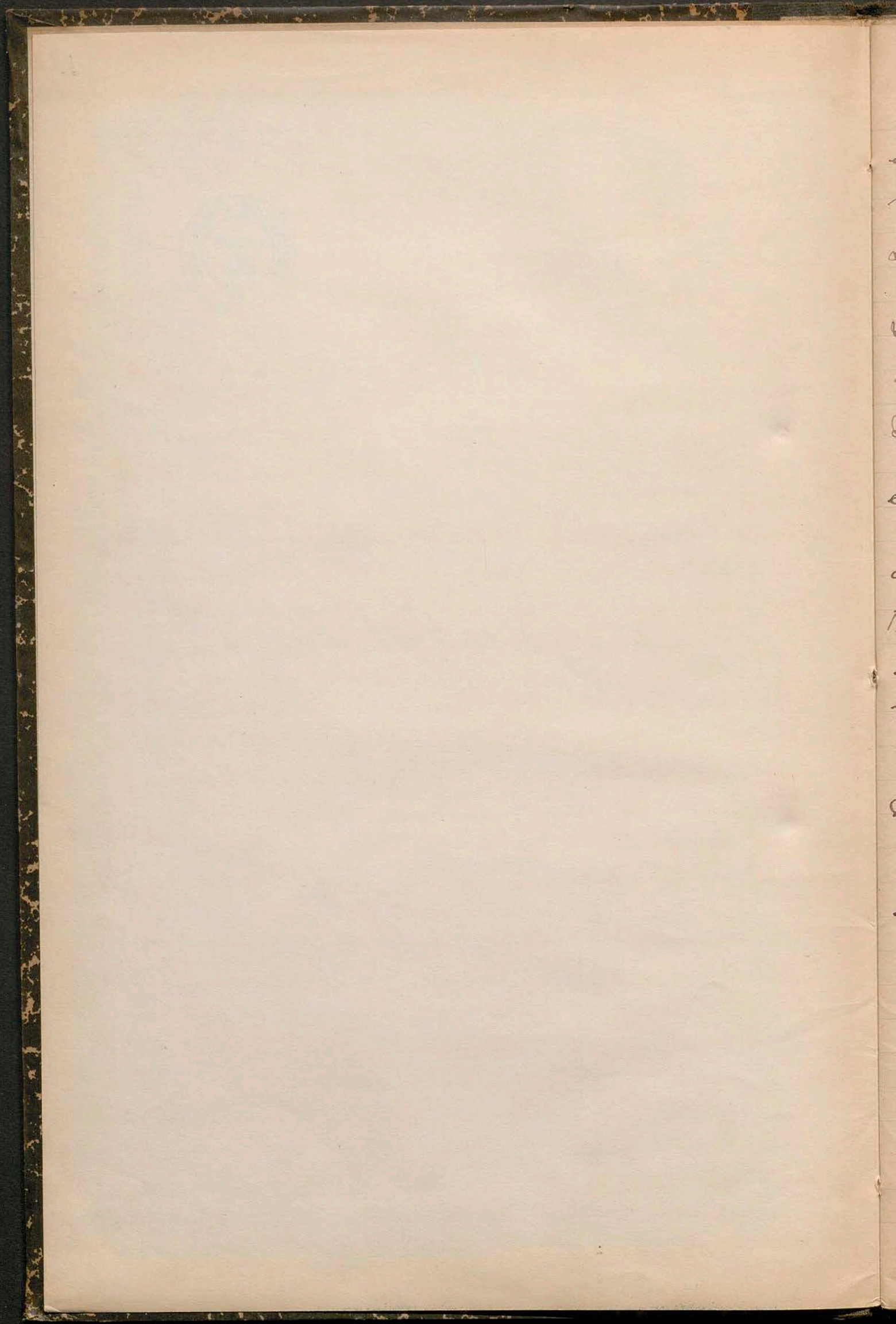


289
COMMISSION chargée d'examiner une demande
en autorisation de poursuivre un membre
du Sénat. (N° 347, année 1922.)

(Nommée le 9 juin 1922.)

MM.

- 1^{er} BUREAU : DUPLANTIER.
2^e — HÉRY. S
3^e — DUQUAIRE.
4^e — MORAND.
5^e — Guillaume POULLE. R
6^e — HERVEY. P
7^e — GAUDIN DE VILLAINÉ.
8^e — André LEBERT.
9^e — Jules DELAHAYE.



La commission chargée d'examiner la demande en autorisation de pourvoi contre un sénateur s'est réunie le mardi 13/6/1922

Étaient présents : MM^{rs} Gaudin de Vilaine, Duplantier, Hervey, Boule, Morand, René Héry.

M^r Gaudin de Vilaine, président d'âge, et M^r Duplantier, secrétaire d'âge, demandent à n'être ni président, ni secrétaire, sollicitant l'élection du bureau.

MM^{rs} Hervey est élu président, René Héry, secrétaire, Boule, rapporteur.

Lecture est donnée par le président d'une lettre de M^r Barthélot.

M^r Gaudin de Vilaine demande que la commission soit plus éclairée sur l'affaire notamment par la communication des rapports et caputs, visés par la lettre de M^r G. Bouvier.

M^r Duplantier estime que la commission n'a pas à formuler une appréciation sur le fond de l'affaire.

Sans retarder le travail de la commission, M^r Boule propose de ne pas statuer sur cet incident mais de demander à la chancellerie communication de ces rapports au cours des travaux de la commission.

Il en est ainsi décidé; la commission s'ajourne à vendredi.

Le Président,
M. Hervey

Le Secrétaire,
René Héry

La Commission chargée d'examiner la demande en autorisation de poursuites contre un réauteur s'est réunie le vendredi 16 juin 1888.

Étaient présents : M. Hervey, président ; Poulle, Landin de Villaine, Duquaire, Jules Delahaye, Lebert.

M. Poulle, rapporteur, parle de la démarche qu'il a faite à la Chancellerie pour avoir communication des rapports cités dans la requête au Procureur Général.

M. Parshot, inter-dit, fournit des explications dans lesquelles il affirme sa bonne foi, et présente sa défense, tout en demandant la levée de l'immunité.

M. le Président expose la lettre écrite par M. Landin de Villaine à M. le Président du Sénat pour demander communication des rapports.

M. Lebert exprime l'avis qu'il est bon d'avoir communication des documents avant de statuer sur la levée de l'immunité par le Sénat.

M. Landin de Villaine demande de nouveau que les rapports soient communiqués, et qu'il soit mis à tout délai jusqu'à cette communication.

La Commission charge M. Poulle, rapporteur, de continuer ses démarches pour avoir communication des rapports, et s'ajourne au vendredi 23 juin, à 9 heures et demie, sans de prendre aucune décision.

Le Président

M. Hervey

Le Secrétaire

Paul Duquaire

Réunion du Vendredi 23 / 1922

Présents : MM^{mes} Hervey, président, Boule, rapporteur
Renaudin, secrétaire, Jules Deladaye, Moreau, Guérin
de Vilainy, ^{lebert.}

M^{me} Boule a eu connaissance des 3
rapports visés par la demande d'autorisation. Ces
rapports se basent à peu près exclusivement sur des
renseignements pris au siège central de la B.I.C.
Tous les administrateurs et commissaires aux comptes
sont inculpés de violation de la loi de 1867
(distribution de dividendes fictifs notamment). Longtemps
après la clôture de l'exercice 1919 (¹⁴ mai 1920) le
conseil d'administration s'est réuni pour l'examen
du bilan de 1919; l'assemblée générale, le 2^e juin.
A ces dates, il est impossible de se méprendre sur
la situation. Le bilan est présenté avec un chiffre
l'actif grossièrement inexact (pour la valeur des
immeubles, pour celle du portefeuille). Le chiffre des
avances, les comptes-courants débiteurs, s'élèvent à
de 50 millions environ: la banque industrielle est
devenue banque de dépôt et de crédit (crédit avec
les dépôts, et non avec le capital de la banque;
risque évident d'une crise de trésorerie les crédits
libérés devant dépasser certainement les disponibilités)
Les actions de fondateurs ont un avantage de voix
vraiment formidable, de même dans le partage
des bénéfices. Le capital initial est de 8 millions
insuffisant pour rien. Aucun plan n'est établi
pour les travaux dont la Banque invoque la
concession. On emprunte pour l'exécution de ces
travaux: partie de cet emprunt est versée au
gouvernement chinois, la reste va servir aux
opérations de la Banque (1914). ^(à cette même date) On envisageait
un 2^e emprunt chinois. Les intérêts de cet emprunt ne

sont plus payés.

Les avances sont faites à des parties prenantes très diverses (commerçants, industriels, journaux) sans couverture, à des sociétés qui ressemblent ^{à la plupart} des filiales de la B.I.C. (la Pacifique, dont ^{le directeur} M. Gallucci et l'ami intime de M. Bernotte). Les comptes courants débiteurs sont consentis aux mêmes. En mai 1920 cette situation est entièrement évidente (insolvabilité de ces diverses parties prenantes) (parmi ces parties prenantes, aucune personnalité politique, sauf celle de MM^{rs} Galmot). À la fin de décembre 1919, la B.I.C. avait adressé des lettres à ces parties prenantes pour les ^{informer} ~~indiquer~~ de leur découvert, et pourtant jusqu'en 1921 on leur consent de nouvelles avances. La trésorerie est à l'étroit en octobre 1919 : 20 millions de disponibilités pour plus de 70 d'engagements, ainsi en novembre 1919, en janvier, mars, mai 1920 (99 millions de disponibilités, 130 d'engagements), (2 juin 1920 ~~110~~ 110 contre 244). La panique commerciale fin au milieu de 1920. De nouvelles émissions de capital ont lieu, dont les gros souscripteurs se trouvent être précisément les parties prenantes d'avances. Un dividende de 25% est distribué s'élevant jusqu'à 275% pour les actions de fondateurs entièrement libérées, et ce sont les parts de fondateurs qui votent avec une certitude de majorité.

La B.I.C. n'a pas de livre d'inventaire, ceci depuis le début. L'absence de couverture des parties prenantes est particulièrement accusée (affaire Van Dyck). Le bénéfice apparent résulte de la saumure du fauch dans les opérations des agences de Chine. La culpabilité des administrateurs consiste dans la présentation inexacte de cette situation, alors

qu'ils percevaient leurs bénéfices statutaires. Il y aurait donc distribution de dividendes fictifs en vertu d'un bilan frauduleux, ceci en 1920. Aucune de ces opérations d'avances ne concernent la Chine ni son développement économique. Une lettre - rapport de M^r Bertelot en juin 1920 et en contradiction directe avec tous ces faits essentiels.

En janvier 1921 des notes de presse annoncent des bénéfices de 40 millions, et annoncent des accroissements de dividendes, alors que la situation est désastreuse.

La B.I.C. avait une filiale immédiate :

la Banque Centrale Française. En ~~mai~~ 1919 et 1920, cette Banque prend de grandes quantités d'actions (25.000 en 1920), alors qu'elle a un découvert de 10 millions ~~en~~ à la B.I.C. : c'est évidemment une souscription fictive. La Société du Pacifique souscrit 350 actions en 1920 alors que son découvert est de plus de 130 millions. Le rapporteur énumère d'autres souscriptions analogues, notamment M^m Gallucci, ~~et~~ Van Dyck, etc.

Le décade de 11 millions (Hauts de la R. de Calais contre B.I.C. au profit des chemins de fer de l'Etat) ne fut pas acquitté. La Banque de France qui avait escompté ne fit pas protester, ce qui eût entraîné la faillite de la B.I.C. Le décade devait avoir provision ; la provision était perdue dans les autres exigibilités de la B.I.C. Une centaine de millions de transferts, de fonds confiés pour paiements à vue, se trouvent de même confondus dans la masse des exigibilités.

M^r Jules Delahaye demande la publicité la plus large pour l'exposé du rapporteur, en raison de la gravité de l'affaire.

M^r Gaudin de Vilaine demande que les membres de la commission soient mis en possession d'un résumé suffisant de l'exposé du rapporteur.

M^r Jules Deladaye expose que beaucoup de faits doivent être élucidés notamment par l'examen des comptabilités des agences de Chine.

M^r Gaudin de Vilaine finit à déclarer que : « Notre honorable rapporteur avait été chargé par nous de demander au Ministère de la Justice communication des divers rapports visés dans la demande d'autorisation contre M^r Boule. Satisfactions semble nous avoir été données, et notre collègue rend hommage à l'œuvre de notre très distingué rapporteur, mais demande instamment que la commission, tout en statuant sur la demande, (dans la personne de chacun de ses membres) puisse faire de la communication d'édits rapports un objet de la commission ~~de~~ ^{à recevoir} un exemplaire du remarquable rapport oral de M^r Boule, et sous le bénéfice de ces observations s'associer au vote de l'autorisation.

M^r Jules Deladaye se joint à M^r G. de Vilaine et à M^r le Rapporteur pour ~~par~~ ^{par} demande qu'il soit distribué à chaque membre un rapport écrit reproduisant son rapport oral; mais il est obligé de faire cette réserve personnelle qu'ayant déjà exposé le fait que vient de nous confirmer M^r Boule il se voit dans l'obligation particulière de demander que le Sénat tout entier

ait communication dudit rapport. Il serait contraint
de ~~donner~~ donner sa démission de membre de
la Commission, si satisfaction ne lui était pas
donnée.

À la suite de ~~cette~~ observation, M. le
Président met aux voix la proposition de M.
Gaudin de Vilaine qui est adoptée à l'unanimité.
Le rapporteur promet que son exposé oral sera
à la disposition des membres de la Commission
avant la réunion en séance publique. La
Commission approuve le rapport ^{judicial} concernant
la levée de l'immunité et en autorise le
dépot. M. Jules Delalaye accepte cette
procédure, ~~à condition~~ sous cette réserve
qu'il demandera au Sénat la distribution
générale dudit exposé oral.

Le Président

Le Secrétaire

M. Hervey

J. Delalaye

Séance du mardi 24/6/1922

Présents : MM. Gaudin de Vilaine, ff. de P., René Héry,
secrétaire, Boule, rapporteur, Jules Delalaye

Absents : MM. Hervey, Lohert, Morand, Duplantier.

M. Boule donne lecture de son rapport pour
la rédaction définitive, ayant le bon à tirer.

M. René Héry demande que ce rapport
mentionne expressément les interventions ~~des~~
gouvernementales en faveur de la Banque
de Chine, interventions qu'il appartient à
l'autorité judiciaire d'apprécier en toute
indépendance.

M. Jules Delalaye parle dans le même
sens, en invoquant un certain nombre de faits.

D'un commun accord, la rédaction définitive
est approuvée pour le bon à tirer.

Le Président
S. M. d. P. H. a. i. e. e.

Le Secrétaire
P. H. a. i. e. e.

est

r
ésen-
ner
s au

s, de

r
le
le-
mis
ns
ment

vée

Séance du 30/6 22

Présents : MM.^{rs} Hervey, président, Doule, rapporteur,
Rue Hing, secrétaire, Duplantier, Jules
Delahaye, Gaudin de Vilaine, Moreau, Lebret.

M.^r le Président demande si la Commission veut
se prêter mardi à un débat public sur le
fond de l'affaire.

M.^r le rapporteur indique que s'il est amené à
prendre la parole ce sera pour déclarer que le
débat ne peut pas porter sur le fond de l'affaire.

La Commission décide que le fond de
l'affaire ne peut pas être abordé en son nom.

M.^r Lebret parle dans le même sens,
ainsi que MM.^{rs} Delahaye et Gaudin de
Vilaine.

Au surplus, le rapporteur est mandaté
pour exprimer l'opinion de la commission.

Le Président

M. Hervey

Le secrétaire

Lebret

*le parti communiste
M. Perchet a été enquis
par lui - le R.
S.G.*

COMMISSION D'EXAMEN DE LA DEMANDE DE LEVEE
D'IMMUNITE PARLEMENTAIRE DE M. PERCHOT.

Séance du vendredi 16 juin 1922

A quatorze heures quarante minutes, Mr Perchet est
introduit.

M. LE PRESIDENT. - Je vous ai demandé par
téléphone de vouloir bien, monsieur Perchet, vous présen-
ter aujourd'hui devant notre commission pour nous donner
toutes les explications que vous jugeriez convenables au
sujet de la demande que vous connaissez

M. PERCHOT. - Je vous remercie, messieurs, de
vouloir bien m'accorder quelques minutes.

Je ne viens évidemment pas devant vous pour
discuter le fond de l'affaire au sujet de laquelle Mr le
procureur général a cru devoir demander contre moi la le-
vée de l'immunité parlementaire; mais il me sera permis
de protester contre une partie de son réquisitoire dans
laquelle il met en doute ma bonne foi. C'est simplement
ce que je veux faire aujourd'hui.

Je demande, en ce qui me concerne, cette levée

de l'immunité parlementaire.

Je crois que vous serez d'accord avec moi, messieurs, pour reconnaître que, souvent, le fait d'être homme politique constitue une présomption de mauvaise foi. Je crois, d'autre part, que c'est pour ne pas être soupçonné de partialité que Mr le procureur général a préféré impliquer un parlementaire, sans aucune justification, dans une affaire où les administrateurs ne peuvent être tenus pour responsables que si leur mauvaise foi est démontrée.

Des juges indépendants ne procéderont pas de la sorte et j'ai hâte de me trouver devant de tels magistrats et faire ainsi justice des attaques inconsidérées dirigées contre moi.

Voulez-vous me permettre de dire quel a été mon rôle dans la Banque Industrielle de Chine ?

J'avais connu Mr Berthelot autrefois au Quartier latin, j'avais eu avec lui des relations d'étudiant. Nous nous sommes retrouvés dans la vie quelque dix ans plus tard: il était administrateur du Métropolitain, moi, j'étais entrepreneur de travaux publics et je faisais des travaux du Métropolitain, pour la Ville de Paris, non pas pour la Compagnie. Nous avons eu alors quelques occasions de nous revoir.

Lorsque Mr Berthelot a constitué sa banque, j'étais à la tête d'une maison d'entreprises et administra-

teur d'une société hollandaise de travaux maritimes qui faisait des travaux en Chine; Mr Berthelot qui le savait je ne sais comment, me demanda, me pria en ami d'intervenir dans la constitution de la société, de souscrire à son capital: je l'ai fait et ^{en outre} j'ai souscrit ^{personnellement} à ce moment 318 actions de 500 frs.

Nous travaillions en Chine, nous faisions des travaux de dragage à Saigon, la B.I.C. se constituant, cette participation semblait indiquée. et c'est dans les mêmes conditions que j'ai accepté d'être administrateur, envisageant que, peut-être, je pourrais donner mon avis au point de vue industriel quand l'occasion s'en présenterait.

⁺
financier

Je n'ai jamais eu l'intention de jouer un rôle, ⁺ de donner un conseil dans les affaires de banque: j'y suis complètement étranger; je n'ai jamais fait aucune opération, ^{de Banque} je n'ai jamais joué à la Bourse, je n'ai jamais spéculé en Bourse. Ces actions, je les ai souscrites, j'ai versé régulièrement les fonds, puis j'ai gardé les titres. Et c'est tout.

Donc, je n'ai jamais fait aucune opération, ^{banque} je ne suis pas un financier; à aucun moment il ne s'est agi pour moi d'apporter à la B.I.C. une collaboration en matière financière; je n'ai participé à aucune de ses opérations, je n'ai fait partie d'aucun de ses syndicats,

d'aucune de ses filiales; je vais plus loin: je n'ai pas connu ces opérations. Je n'ai guère eu à la B.I.C. que le rôle d'un actionnaire, celui d'un administrateur en surnombre. Je vous l'affirme. Vous regarderez dans les dossiers, vous ne me trouverez personnellement mêlé à aucune ~~addition~~ affaire d'aucun genre à la B.I.C., à aucune constitution de société, à aucun syndicat, à aucun comité de direction, à aucune initiative, à rien, à rien, à rien.

J'ai dit que j'étais entré à la B.I.C. parce que cela était assez indiqué à ce moment, puisque nous avions des travaux en Chine. J'étais industriel: il se constitue une banque d'affaires pour l'Extrême Orient où nous travaillions; c'était assez naturel d'entrer à la banque à ce point de vue industriel.

M. LE PRESIDENT. - Vous êtes entré au conseil d'administration à la fondation de la société ?

M. PERCHOT. - Oui. J'y suis entré au début de 1913, je crois.

Même ce rôle industriel que j'aurais pu envisager à la B.I.C., je ne l'ai ^{même} pas rempli. Jamais on ne m'a demandé mon avis ^{particulier} sur aucune des questions industrielles, pas même sur les questions d'entreprises. La Banque a constitué une Société de travaux de Pékin, pour de

grands travaux, elle l'a fait tout à fait en dehors de moi sans rien me demander; il y avait pour moi une question de délicatesse à ne pas demander de participer à cette société; j'ai entendu parler de cette constitution au conseil: c'est tout.

La B.I.C. a pris une trop grande participation dans une affaire d'entreprise de travaux publics, Brossard et Mapin, à laquelle elle a fait des avances considérables: on ne m'en a rien dit; toutefois, dans les derniers temps, s'agissant d'une fourniture de rails ^{je crois} par les Aciéries de Longwy dont je suis administrateur, ^{la Banque} Mr. Brossard m'a demandé d'intervenir, tout à fait à la fin, pour faciliter une ^{transaction} ~~tractation~~: ~~je n'ai rien fait.~~

J'ai donc tout ignoré des affaires d'entreprises comme des autres affaires de la Banque, des affaires financières. Au conseil, en certaines occasions, on a parlé de la constitution de quelques sociétés, comme le soja (?) et autres: c'est tout ce que j'ai su; je n'ai su absolument que ce qui a été dit dans les rapports du conseil d'administration, c'est à dire peu de choses. J'ai été complètement étranger à tout et à tout moment et en toutes circonstances, *en dehors du conseil d'administration.*

Je n'ai retiré aucun avantage pécuniaire de ma participation à la B.I.C.. J'étais dans les entreprises: il faut souvent beaucoup de capitaux; on aurait pu dire: Perchet entre à la B.I.C. pour trouver des capitaux pour

ses entreprises.....Je n'en ai jamais demandé; je n'ai pas eu de compte courant, ni pour moi ni pour aucune des sociétés dans lesquelles je remplissais un rôle important

La seule opération que j'aie faite avec la B.I.C et pas avec l'ancien conseil, avec le premier conseil constitué par les grandes banques, est celle-ci: je me suis fait ouvrir un compte et je n'ai fait qu'une opération: j'ai fait encaisser un chèque de 50 000 frs sur Marseille.

Voilà, durant toutes mes fonctions d'administrateur, ce que j'ai fait avec la B.I.C.: j'ai fait encaisser un chèque de 50 000 frs sur une grande banque de Marseille, sur lequel j'ai pris quelque 47 000 frs. Mais durant tout le temps pendant lequel l'ancien conseil a été en exercice, je n'y ai pas eu de compte ouvert, ni pour moi ni pour aucun des groupes dans lesquels j'étais intéressé.

pendant 8 ans J'ai touché mes tantièmes et mes jetons de présence suivant l'usage, soit ⁺ 69 568 frs de tantièmes et 24 340 frs de jetons de présence; j'ai souscrit 318 actions de 500 frs à la constitution de la société, 159 000 francs et 79 actions lors de l'augmentation de capital ⁺ 665

soit 52538 f. cumulé Je croyais alors la Banque en si bonne position que j'ai
le total de 211538 f. cumulé payé la prime de 165 frs sur ces actions nouvelles. Si
contre 93908 j'avais pu me douter que la B.I.C. était dans la situation
de jetons de présence
et de tantièmes

qui a été révélée plus tard, je n'aurais pas souscrit ces actions en payant une prime. J'ai donc souscrit 79 actions à 665 frs. Engagements: 215 535 frs.

Néanmoins, Mr le procureur général paraît m'accuser de complicité dans la distribution d'un dividende fictif.

Mais, laissez-moi vous le dire tout d'abord: le dividende fictif, est-ce un dividende fictif ou non ? C'est une question que je ne veux pas aborder.

Ce que je tiens à dire, c'est que je n'étais pas à la séance du conseil d'administration du 16 janvier 1920 lorsqu'on a décidé la distribution d'un premier dividende; je n'étais pas non plus à la séance du 14 mai quand le conseil a arrêté le projet de bilan; je n'étais pas à la séance du 11 juin quand il a déterminé le dividende incriminé. J'étais dans mon département.

On peut me dire que j'étais léger d'être à ce moment dans mon département: ce serait exact si j'avais pu me rendre compte de la situation de la B.I.C.; mais franchement, je le jure, je ne la connaissais pas. Je ne la connaissais que par les déclarations, les communiqués faits par le conseil, qui étaient toujours extrêmement succincts.

Mr le procureur général trouve là une présomption contre ma bonne foi; il dit qu'à ces séances on faisait connaître la situation de trésorerie de la banque.

laquelle était embarrassée et qu'il était difficile dans ces conditions d'admettre que la banque ait réalisé des bénéfices. Voilà, je crois, le seul motif que Mr le procureur général invoque contre moi, *à l'encontre de ma bonne foi.*

Or, laissez-moi vous dire qu'en nous donnant des situations de trésorerie, c'est vrai, mais des situations du siège, de l'agence centrale. Cette situation de Paris, cela ne représentait guère que le dixième du total - c'est de cet ordre de grandeur - de la situation de trésorerie de l'ensemble de la B.I.C.; on ne pouvait pas avoir la prétention de se faire une idée de la situation générale de la banque par la situation du siège qui, d'ailleurs, devait alimenter les dépôts.

Lorsqu'un dépôt était gêné - c'est ainsi que je me représentais les choses, le siège avait la mission essentielle de soutenir la succursale qui en avait besoin. Le siège devait être en relations étroites avec tous les organes extérieurs, des échanges constants devaient se faire entre lui et les succursales; Je n'ai jamais pensé que cette situation de trésorerie du siège que l'on nous faisait connaître reflétait la situation vraie de la banque; jamais je ne l'ai pensé.

Encore une circonstance de fait qui a échappé à Mr le procureur général.

A la séance qui a précédé celle où le conseil a arrêté le bilan, la situation de trésorerie n'était pas

mauvaise, elle était même très bonne. C'était la séance d'avril 1920. A ce moment, la situation de trésorerie était extrêmement favorable et indiquait un excédent de disponibilités considérables. Devant cet excédent, devant ce que j'entendais dire au conseil, cette extension constante

M. JULES DELAHAYE. - Ceci se passait en avril 1920: vous n'avez ~~donc~~ pas connu le contrat passé avec la Banque de Paris et des Pays Bas le 13 janvier ¹⁹²¹?

M. PERCHOT. - Je vous donne ma parole d'honneur que je ne l'ai pas connu, *avant qu'il n'ait communiqué au conseil*

M. JULES DELAHAYE. - Comment n'a-t-on pas porté à votre connaissance un fait aussi grave qui engageait l'avenir de la B.I.C. ?

M. LE PRÉSIDENT. - Si vous le voulez bien, mon cher collègue, laissons Mr Perchot terminer son exposé; je vous donnerai ensuite la parole.

M. PERCHOT. - Je suis entièrement à votre disposition.

M. LE PRÉSIDENT. - Veuillez continuer.

M. PERCHOT. - J'avais tellement confiance... Cette situation de trésorerie même que Mr le procureur

général invoque contre moi, mais au début de 1920, à la séance du conseil dont je viens de donner la date, elle était excellente. Et puis, encore une fois, si elle ne prouvait pas que, dans l'ensemble, la situation ~~n'était~~ ~~pas/mauvaise~~ était bonne, je ne pouvais pas non plus en conclure qu'elle était mauvaise. Si je l'avais su, j'aurais assisté aux séances suivantes.

Mais, ne me doutant pas alors de la situation, je suis allé dans mon département. Les élections sénatoriales approchaient; la campagne s'annonçait dure; j'y ai consacré une partie de mon année. C'est ce qui explique mon absence des séances où l'on a examiné le bilan, où l'on a arrêté les comptes et où l'on a décidé la distribution du dividende incriminé.

C'est pour cette simple raison que j'étais absent de Paris, et j'étais sans inquiétude parce que ce qu'on m'avait dit, ce que j'avais vu au dernier conseil ne me permettait pas d'avoir des inquiétudes.

Voilà, messieurs, quelle a été mon attitude à la B.I.C.. J'ai souscrit des actions au début, à la fondation; j'ai versé régulièrement ma souscription. J'envisageais d'y jouer un rôle industriel: je ne l'ai pas joué. Je n'ai été consulté ^{en particulier} sur aucune opération. Je n'ai jamais fait d'opérations de banque; je n'ai participé à aucun syndicat, à aucune filiale, à aucun groupement, à aucune affaire de la société.

Vous avez demandé les dossiers complets: j'affirme que dans aucune circonstance vous ne me trouverez personnellement mêlé à aucune affaire, en aucune circonstance, je le répète. Je n'ai profité de ce que j'étais membre du conseil d'administration pour en retirer, directement ou indirectement, aucun profit. La seule opération que j'aie faite est celle que j'ai dite, l'encaissement d'un chèque sur Marseille; j'ai touché les tantièmes pour la somme que j'ai indiquée: j'ai souscrit des actions et couru un risque plus grand que le montant des sommes que j'ai touchées.

Je me doutais si peu de la situation de la banque, au moment de l'augmentation de capital que j'ai souscrit en payant la prime pour les actions que je souscrivais.

Voilà, messieurs, ce que j'avais à vous dire sur mon rôle dans la Banque industrielle de Chine; je suis à votre disposition pour toutes explications que vous désireriez me demander.

M. GUILLAUME POULLE. - A quelle époque avez-vous donné votre démission du conseil d'administration ?

M. PERCHOT. - Je l'ai donnée quand j'ai su que l'instruction était ouverte, à ce moment-là à peu près. J'avoue que lorsque j'ai connu l'ouverture de

cette instruction, j'ai été stupéfait.....

M. GUILLAUME POULLE. - Ce doit être vers le 13 octobre 1921. Le réquisitoire est de cette ~~époque~~ ^{date}.

M. PERCHOT. - Mr Bonnevey était encore garde des sceaux; c'est vers cette époque. Quand on a parlé de poursuites contre le conseil d'administration, je me suis ému; je savais alors, comme tout le monde, que la situation de la B.I.C. était très mauvaise. N'ayant fait aucun acte, n'étant intervenu en aucun cas dans les faits incriminés, n'ayant participé à rien, je m'étonnais d'entendre parler de poursuites collectives. Je me disais: je ne puis pas être responsable de ce que je n'ai pas fait; ma bonne foi est évidente; elle résulte des circonstances que j'ai rappelées; où il n'y a rien on ne peut rien trouver.

A ce moment, j'allai voir le garde des sceaux. Je lui dis: vous êtes renseigné, vous avez des rapports; vous savez si j'ai fait une intervention quelconque; je serais stupéfait si j'étais inculpé; il y a peut-être des responsabilités: la mienne, je ne la vois pas."

Je n'ai pas fait de droit, mais j'ai toujours entendu dire qu'il n'y a pas de responsabilité ^{personnelle} lorsque l'on n'a fait aucun acte

M. GAUDIN DE VILLAINES. - Vous reconnaissez

que vous faisiez partie du conseil d'administration: dans des affaires de ce genre, le conseil d'administration a toujours une certaine responsabilité; vous reconnaissez aussi que vous avez touché des jetons de présence, même en manquant aux réunions: que ce fût des jetons de présence ou des jetons d'absence, vous avez une responsabilité morale

M. PERCHOT. - Je ne nie pas *que j'ai touché des jetons de présence pour les réunions auxquelles j'assistais*

M. GAUDIN DE VILLAINÉ. - Sans entrer dans le fond des choses, le conseil d'administration a toujours une responsabilité certaine

M. PERCHOT. - Je ne nie pas que le conseil d'administration *puisse avoir une* certaine responsabilité; s'il y a certaines responsabilités ~~dont~~ ^{en} j'aurai ma part peut-être, mais elles ~~sont~~ *sont* d'une autre nature. Il est possible que j'en aie plus tard. *Je n'en suis absolument rien actuellement*

M. GUILLAUME POULLE. - Vous parlez de responsabilité *(civile)?*

M. PERCHOT; - Oui. C'est possible, *s'il en est, mais* je n'en sais rien. S'il y en a, que voulez-vous? je n'aurai qu'à m'incliner; *mais* ce n'est pas pour les responsabilités civiles que je suis devant vous.

M. GUILLAUME POULLE. - Vous avez connu que

l'on s'était adressé à la Banque de France, puis à la Banque de Paris et des Pays-Bas, à la fin de 1920, pour obtenir ce que j'appellerai ^{Je l'aide} véritablement ~~un secours~~ ?

M. PERCHOT. - Je l'ai su après. En 1920, je n'étais pas à Paris la plupart du temps; je préparais ma campagne électorale: j'ai été réélu le 9 janvier 1921. J'ai passé dans mon département les deux derniers mois de 1920, je crois et je ne suis pas revenu à Paris pendant un mois et demi. Je n'ai rien su de tout cela. C'est dans la seconde quinzaine de janvier 1921, à mon retour à Paris, que j'ai commencé à être au courant de ce qui s'était passé.

Puis, j'ai eu ^{un} deuil qui a fait que je n'ai pas suivi les choses: j'ai perdu un fils

M. JULES DELAHAYE. - Dans votre intérêt et dans toute la conscience de notre devoir, que vous devez bien comprendre, dans une affaire aussi grave qui touche à l'intérêt général, je voudrais vous poser une question.

Je ne m'attacherai pas à discuter de la responsabilité qui s'attache à la présence ^{d'une personne} dans un conseil d'administration, laquelle - c'est la jurisprudence et la loi - s'efface non pas même par une protestation insérée au procès verbal, mais par une démission; je reconnais, comme vous le dites, que, malgré le laisser-aller qui ré-

gnait à la B.I.C. - comme dans toutes les autres banques, malheureusement - vous n'avez participé à aucune opération, mais je voudrais appeler votre attention sur cette date de janvier 1921

Dans le cours du mois de décembre précédent, on avait négocié longuement parce que, du fait de comptes courants ^{Sibériens} invraisemblablement élevés.....

M. PERCHOT. - Je ne les ai jamais connus, je tiens à le dire en passant.

M. JULES DELAHAYE. - C'est fâcheux.

Quoi qu'il en soit, l'inflation de ces comptes, la crise que l'on pressentait, la carence pour les transferts de fonds de Chine en France qui commençait dès la fin de ~~1920~~ ¹⁹¹⁹, ~~c'est à dire~~ avant l'assemblée qui a fixé le dividende incriminé, avaient amené à des négociations importantes; comment vous expliquez-vous - ceci pour dégager votre responsabilité, faiblement engagée au regard de celle des hommes qui vous ont caché des faits aussi graves - qu'un président de conseil d'administration, surtout lorsque il a prononcé les graves paroles que l'on sait à l'assemblée précédente, ne vous ait pas mis au courant des négociations qui se sont terminées par l'apposition de sa signature au bas d'un papier passant tout l'actif de la société à un autre établissement

M. PERCHOT. - J'ai connu les faits en 1921. Mr Berthelot a rendu compte, dans une séance du conseil, des conventions qu'il avait passées de sa propre initiative avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, par lesquelles il lui cédait l'actif mobilier en gage d'une avance consentie par cet établissement.

Je suis rentré à Paris, le surlendemain de ma réélection, le 11 janvier 1921: tout de suite, je n'ai pas manqué d'apprendre que des tractations avaient eu lieu dans les derniers mois de 1920 - je ne sais ^{exactement} à partir de quand, je ne l'ai jamais su - entre Mr Berthelot, la Banque de Paris et des Pays Bas et d'autres établissements. Je l'ai appris dans Paris, et puis je l'ai appris officiellement dans un conseil tenu ^{fin} janvier, je crois, ^{précisément} où Mr Berthelot a rendu compte de ses négociations.

Mais nous sommes en 1921; et avant ce moment, je ne savais rien. J'étais absent de Paris depuis la seconde quinzaine d'octobre, je crois; je suis resté deux mois dans mon département pour mener ma campagne; je ne savais rien, je vous l'assure, de la banque.

Auparavant, j'avais passé à Digne les mois de juillet août et septembre; en fait, en 1920, j'ai été très peu à Paris; dans la première partie de l'année, je suis allé souvent dans les Basses Alpes. C'est ainsi que j'ai manqué les séances du conseil d'administration où ont été prises les décisions incriminées.

Franchement, ~~4~~ j'avais tort de m'absenter, ~~mais~~ je ne me doutais pas de ce qui se passait. Si j'avais su la situation je n'aurais ~~mpas~~ manqué d'assister aux séances du conseil; mais, je l'ai dit, je ne pouvais pas m'en douter d'après le peu que je savais, que l'on m'avait dit.

Ensuite, il y a eu les vacances. Je suis resté deux ou trois mois dans les Basses Alpes, passant deux fois par mois quarante-huit heures à Paris; j'y suis revenu au début d'octobre, après quoi je suis retourné dans les Basses Alpes. J'en suis revenu le 11 janvier 1921: à ce moment, j'ai appris à peu près tout, pas tout, mais le mal qui avait été fait, les négociations, à une séance du conseil où Mr Berthelot nous en a rendu compte.

M. JULES DELAHAYE. - Mr Berthelot vous a-t-il indiqué, à ce moment, comme il devait le faire, les raisons pour lesquelles on avait exigé la démission de Mr Pernette ?

M. PERCHOT. - *Mes souvenirs sont imprécis. Je ne suis* ~~Jamais~~ Mr Berthelot ~~ne~~ les a données au conseil, et, si vous voulez toute ma pensée, je ne les ai jamais connues exactement. Je crois tout de même qu'il a donné ces raisons plus tard.

M. JULES DELAHAYE. - Vous reconnaissez tout de même que c'est un fait grave de voir partir un direc-

teur dont le départ est la condition de la reconstitution d'une société: il y avait grand intérêt à connaître les raisons de ce départ.

M. PERCHOT. - C'était tellement évident que, je crois, cela ne pouvait échapper à personne.

M. JULES DELAHAYE. - Est-ce que cela figure dans les procès verbaux du conseil d'administration .

M. PERCHOT. - Cela doit y être: je ne les ai pas relus, je n'en ai qu'un souvenir imprécis, mais il n'est pas possible que cela n'y soit pas *indiqué. C'est du moins mon sentiment.*

M. LE PRESIDENT. - Il est bien entendu que ce qui est incriminé, c'est le dividende distribué en 1920, sur le bilan de 1919: or, ce que dit Mr Perchot c'est qu'au commencement de 1920, aux séances du 16 avril, et du 14 mai, rien, dans la situation de trésorerie, ne pouvait lui faire supposer que même la trésorerie de Paris était en déficit, puisqu'il y avait 107 millions de disponibilités contre 56 millions exigibles; il a donc pu partir du conseil sous l'impression

M. JULES DELAHAYE. - Dans l'intérêt même de Mr Perchot, il ne faudrait pas qu'en maintînt au procès-verbal ces paroles.

Dès l'année 1920, la correspondance de la di-

rection indiquait d'une façon absolument certaine que les comptes courants étaient dans une telle situation que le procureur général en a conclu, sur le rapport de Mr Deyen, qu'à ce moment il ne pouvait pas ignorer que vraiment il n'y avait pas assez de réserves pour permettre de donner un dividende.

M. LE PRESIDENT. - C'est entendu. C'est la thèse du rapport

M. PERCHOT. - J'ai vu le rapport: c'est une correspondance que j'ignorais totalement; je n'ai pas souvenir qu'il ait été question à une des séances du conseil d'administration auxquelles j'ai assisté des comptes débiteurs incriminés maintenant.

M. JULES DELAHAYE. - Toujours dans votre intérêt, et pour mettre en évidence ou les dissimulations constatées dans le cas Pernotte, ou la légèreté extraordinaire d'un conseil gérant une affaire aussi considérable, comment expliquez-vous qu'on ne vous ait pas initié dès 1920 - comme conclut le rapport judiciaire - à ces ^{26 millions} comptes énormes qui s'élevaient jusqu'à 164 millions, qu'on ne vous ait pas dit qu'on avait vainement cherché à les diminuer, qu'on ne vous ait pas donné les raisons pour lesquelles on ne les avait pas diminués ?

M. PERCHOT. - Je ne me l'explique pas, et

j'en suis profondément indigné, *n'en sachant que ce que j'en*
ai dans le rapport de experts

M. LE PRESIDENT. - Personne ne demande plus
la parole ?

Je remercie Mr Perchet.

M. PERCHOT. - Je reste à votre disposition,
messieurs, à tout moment, pour tous renseignements que
vous désireriez.

(Mr Perchet se retire à quinze heures un quart./.)